

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 93 — 419

[C — 27060]

**23 DECEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon
portant désignation des agents compétents pour rechercher et constater
les infractions en matière de protection de l'environnement**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur, notamment l'article 1er, modifié par la loi du 22 décembre 1989;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, notamment l'article 6, modifié par la loi du 10 octobre 1987;

Vu la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, notamment l'article 22;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, notamment l'article 9, § 1er;

Vu la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques, notamment l'article 21;

Vu la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, notamment l'article 11, § 1er;

Vu le décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation de terrils, notamment l'article 8;

Vu le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets, notamment l'article 44, alinéa 1er, modifié par le décret du 9 avril 1987, partiellement annulé par l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 15/90 du 5 avril 1990, et modifié par les décrets des 4 juillet 1991 et 25 juillet 1991;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment les articles 66 et 69;

Vu le décret des mines du 7 juillet 1988, notamment l'article 58;

Vu le décret du 27 octobre 1988 sur les carrières, notamment l'article 19;

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, notamment l'article 18;

Vu l'arrêté royal du 6 janvier 1978 tendant à prévenir la pollution atmosphérique lors du chauffage de bâtiments à l'aide de combustible solide ou liquide, notamment les articles 6, 9 et 23;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 relatif à la surveillance de l'exécution des dispositions en matière de déchets et de déchets toxiques, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté ministériel du 17 octobre 1970 désignant les fonctionnaires de l'Etat et des provinces qui ont le droit de rechercher et de constater par des procès-verbaux les infractions visées aux articles 20 et 23 de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 janvier 1991 portant règlement du fonctionnement de l'Exécutif régional wallon;

Vu l'avis de la Commission des Eaux, rendu le 20 octobre 1992;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Ressources naturelles, de l'Environnement et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1er. Sans préjudice des attributions des officiers de police judiciaire, les fonctionnaires et agents de la Division des Pollutions industrielles de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement affectés au contrôle sont chargés de rechercher et de constater les infractions aux dispositions prévues :

1° à la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur;

2° à la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique;

3° à la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables;

4° à la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

5° à la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit;

6° à la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques;

7° au décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;

8° au décret du 9 mai 1985 concernant la valorisation des terrils;

9° au décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

10° au décret des mines du 7 juillet 1988;

11° au décret du 27 octobre 1988 sur les carrières;

12° au décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables;

13° aux arrêtés d'exécution des lois et décrets visés aux 1° à 12° dans la mesure où les matières qu'ils régissent ressortissent à la compétence de la Région;

14° à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 20 juillet 1989 relatif à la qualité de l'eau distribuée par réseau.

Les agents et préposés forestiers sont chargés de rechercher et de constater les infractions aux dispositions visées à l'alinéa 1er, 3°, 4° et 9°.

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, l'Exécutif peut désigner d'autres fonctionnaires et agents de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement que ceux visés aux alinéas 1er et 2 pour rechercher et constater les infractions à certaines dispositions visées à l'alinéa 1er.

Les agents désignés en exécution des alinéas 1er à 3 sont désignés sous l'appellation de « police de l'environnement ».

Art. 2. Les agents des services taxes et redevances en matière d'eau et de déchets disposent des mêmes prérogatives que celles attribuées aux agents visés à l'article 1er, § 1er, pour les besoins nécessaires à l'exercice strict de leur mission dans le cadre du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, du décret du 30 avril 1990 instituant une taxe sur le déversement des eaux industrielles et domestiques et du décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne.

Art. 3. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 relatif à la surveillance de l'exécution des dispositions en matière de déchets et de déchets toxiques est modifié comme suit :

1° à l'article 9, 3°, les mots « aux agents désignés en vertu de l'article 2 du présent arrêté » sont remplacés par « aux officiers de police judiciaire ainsi qu'aux agents et fonctionnaires de la Division des Pollutions industrielles de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement et aux fonctionnaires et agents désignés par l'Exécutif en vertu de l'article 1er, alinéa 3, de l'arrêté du 23 décembre 1992 portant désignation des agents compétents pour rechercher et constater des infractions en matière de protection de l'environnement »;

2° à l'article 11, alinéa 1er, les mots « désignés en vertu de l'article 2 » sont remplacés par « visés à l'article 9, 3° ».

Art. 4. L'arrêté royal du 6 janvier 1978 tendant à prévenir la pollution atmosphérique lors du chauffage de bâtiments à l'aide de combustible solide ou liquide est modifié comme suit :

1° à l'article 6, les mots « des fonctionnaires et agents visés à l'article 26 du présent arrêté » sont remplacés par « de tous officiers de police judiciaire ainsi que des fonctionnaires et agents de la Division des Pollutions industrielles de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement et des fonctionnaires et agents désignés par l'Exécutif en vertu de l'article 1er, alinéa 3, de l'arrêté du 23 décembre 1992 portant désignation des agents compétents pour rechercher et constater des infractions en matière de protection de l'environnement »;

2° à l'article 9, § 1er, les mots « aux fonctionnaires et agents visés à l'article 26 du présent arrêté » sont remplacés par « aux agents visés à l'article 6 du présent arrêté »;

3° à l'article 23, les mots « les fonctionnaires et agents visés à l'article 26 du présent arrêté » sont remplacés par « les agents visés à l'article 6 du présent arrêté ».

Art. 5. Sont abrogés pour la Région wallonne :

1° l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 février 1984 modifiant l'arrêté du Régent du 11 février 1946 portant approbation des titres I et II du Règlement général pour la protection du travail;

2° l'article 5 de l'arrêté royal du 24 février 1977 fixant les normes acoustiques pour la musique dans les établissements publics et privés, modifié par l'arrêté ministériel du 21 mars 1984;

3° l'article 36 de l'arrêté royal du 10 juin 1976 réglant l'organisation de courses d'entraînements et d'essais de véhicules automoteurs, y inséré par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 octobre 1984;

4° les articles 2 et 3, alinéa 1er, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 relatif à la surveillance de l'exécution des dispositions en matière de déchets et de déchets toxiques;

5° l'arrêté ministériel du 6 novembre 1987 portant désignation des agents compétents pour prélever ou faire prélever des échantillons d'eau ainsi que pour rechercher et constater les infractions au décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

6° l'article 5bis de l'arrêté royal du 1er décembre 1977 portant désignation des fonctionnaires et agents chargés de la surveillance des denrées alimentaires et autres produits visés dans la loi du 24 janvier 1977, y inséré par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 janvier 1990;

7° l'article 26 de l'arrêté royal du 6 janvier 1978 tendant à prévenir la pollution lors du chauffage des bâtiments à l'aide de combustible solide ou liquide, modifié par l'arrêté ministériel du 21 mars 1984;

8° l'article unique, 1°, de l'arrêté ministériel du 17 octobre 1970 désignant les fonctionnaires de l'Etat et des provinces qui ont le droit de rechercher et de constater par des procès-verbaux les infractions visées aux articles 20 et 23 de la loi du 28 décembre 1967, relative aux cours d'eau non navigables;

9° l'article 8 de l'arrêté royal du 26 juillet 1971 relatif à la création de zones de protection spéciale contre la pollution atmosphérique, modifié par l'arrêté ministériel du 21 mars 1984;

10° l'article 23 de l'arrêté royal du 8 août 1975 relatif à la prévention de la pollution atmosphérique par les oxydes de soufre et les poussières engendrées par les installations industrielles de combustion, modifié par l'arrêté ministériel du 21 mars 1984.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre qui a l'Environnement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 décembre 1992.

Le Président de l'Exécutif,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et des Relations extérieures,
G. SPITAELS

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 93 — 419

[C — 27060]

**23. DEZEMBER 1992. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
zur Bezeichnung der Bediensteten, die für die Ermittlung und die Feststellung
der Verstöße gegen den Umweltschutz zuständig sind**

Aufgrund des Gesetzes vom 5. Mai 1888 über die Kontrolle der gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Betriebe und die Aufsicht über die Dampfmaschinen und -kessel, insbesondere des Artikels 1, abgeändert durch das Gesetz vom 22. Dezember 1989;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung gegen Luftverschmutzung, insbesondere des Artikels 6, abgeändert durch das Gesetz vom 10. Oktober 1967;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nicht schiffbaren Wasserläufe, insbesondere des Artikels 22;

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, insbesondere des Artikels 9 § 1;

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle, insbesondere des Artikels 9 § 1;

Aufgrund des Gesetzes vom 24. Januar 1977 über den Schutz der Verbraucher, was die Nahrungsmittel und andere Produkte betrifft, insbesondere des Artikels 11 § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden, insbesondere des Artikels 8;

Aufgrund des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle, insbesondere des Artikels 44 Absatz 1, abgeändert durch das Dekret vom 9. April 1987, teilweise aufgehoben durch das Urteil des Schiedshofs Nr. 15/90 vom 5. April 1990 und abgeändert durch die Dekrete vom 4. Juli 1991 und vom 25. Juli 1991;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung, insbesondere der Artikel 66 und 69;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juli 1988 über die Gruben, insbesondere des Artikels 58;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche;

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser, insbesondere des Artikels 18;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 6. Januar 1978 zur Verhütung der Luftverunreinigung bei der Heizung von Gebäuden mit festem oder flüssigem Brennstoff, insbesondere der Artikel 69 und 23;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 über die Überwachung der Durchführung der Bestimmungen in Sachen Abfälle und giftige Abfälle, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 17. Oktober 1970 zur Bezeichnung der Bediensteten des Staats und der Provinzen, die befugt sind, die in Artikel 20 und 23 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nicht schiffbaren Wasserläufe erwähnten Übertretungen durch Protokolle zu ermitteln und festzustellen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Januar 1991 zur Regelung der Arbeitsweise der Wallonischen Regionalexekutive;

Aufgrund des am 20. Oktober 1992 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Wasser;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Unbeschadet der Befugnisse der Strafverfolgungsbeamten werden die Bediensteten und Beamten der Abteilung für industrielle Verschmutzungen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, die für die Überwachung zuständig sind, mit der Ermittlung und der Feststellung der Verstöße gegen die in folgenden Gesetzen, Dekreten bzw. Ausführungsdekreten vorgesehenen Bestimmungen beauftragt :

1° im Gesetz vom 5. Mai 1888 über die Kontrolle der gefährlichen, gesundheitsschädlichen oder lästigen Betriebe und die Aufsicht über die Dampfmaschinen und -kessel;

2° im Gesetz vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung gegen Luftverschmutzung;

3° im Gesetz vom 28. Dezember 1967 über die nicht schiffbaren Wasserläufe;

4° im Gesetz vom 26. März 1971 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung;

5° im Gesetz vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung;

6° im Gesetz vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle;

7° im Dekret vom 5. Juli 1985 über die Abfälle;

8° im Dekret vom 9. Mai 1985 bezüglich der Erschließung von Halden;

9° im Dekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz der Oberflächenwasser gegen Verschmutzung;

10° im Dekret vom 7. Juli 1988 über die Gruben;

11° im Dekret vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche;

12° im Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser;

13° in den Ausführungserlassen der unter 1° bis 12° erwähnten Gesetze und der Dekrete, sofern die durch sie geregelten Bereiche in die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen;

14° im Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 20. Juli 1989 über die Qualität des Leitungswassers.

Die Forstbediensteten und -beauftragten sind dafür zuständig, die Verstöße gegen die in Absatz 1 3° 4° und 9° erwähnten Bestimmungen zu ermitteln und festzustellen.

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt kann die Exekutive andere Beamten und Bediensteten der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt als die, die in Absatz 1 und 2 erwähnt sind, für die Ermittlung und die Feststellung der Verstöße gegen die in Absatz 1 erwähnten Bestimmungen bezeichnen.

Die in Durchführung der Absätze 1 bis 3 bezeichneten Bediensteten werden « Umweltpolizei » genannt.

Art. 2. Für den Bedarf der ausschließlichen Durchführung ihrer Aufgabe im Rahmen des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser, des Dekrets vom 30. April 1990 zur Einführung einer Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern und des Dekrets vom 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region verfügen die Bediensteten der Dienststellen der Steuer und Gebühr in Sachen Wasser und Abfälle über dieselben Vorrechte wie diejenigen, die den in Artikel 1 § 1 erwähnten Bediensteten zugeteilt werden.

Art. 3. Der Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 über die Überwachung der Durchführung der Bestimmungen in Sachen Abfälle und giftige Abfälle wird wie folgt abgeändert :

1° in Artikel 9 3° werden die Wörter « den aufgrund von Artikel 2 des vorliegenden Erlasses bestellten Bediensteten » durch « allen Strafverfolgungsbeamten sowie den Beamten und den Bediensteten der Abteilung für industrielle Verschmutzungen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt und den aufgrund von Artikel 1 Absatz 3 des Erlasses vom 23. Dezember 1992 zur Bezeichnung der Bediensteten, die für die Ermittlung und die Feststellung der Verstöße gegen den Umweltschutz zuständig sind, bestellten Beamten und Bediensteten » ersetzt;

2° in Artikel 11 Absatz 1 werden die Wörter « aufgrund von Artikel 2 bestellten Bediensteten » durch « in Artikel 9 3° erwähnten Bediensteten » ersetzt.

Art. 4. Der Königliche Erlaß vom 6. Januar 1978 zur Verhütung der Luftverunreinigung bei der Heizung von Gebäuden mit festem oder flüssigem Brennstoff wird wie folgt abgeändert :

1° in Artikel 6 werden die Wörter « den in Artikel 26 vorliegenden Erlasses erwähnten Beamten und Bediensteten » durch « allen Strafverfolgungsbeamten sowie den Beamten und Bediensteten der Abteilung für industrielle Verschmutzungen der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt und den aufgrund von Artikel 1 Absatz 3 des Erlasses vom 23. Dezember 1992 zur Bezeichnung der Bediensteten, die für die Ermittlung und die Feststellung der Verstöße gegen den Umweltschutz zuständig sind, bestellten Beamten und Bediensteten » ersetzt;

2° in Artikel 9 § 1 werden die Wörter « den in Artikel 26 vorliegenden Erlasses erwähnten Beamten und Bediensteten » durch « den in Artikel 6 des vorliegenden Erlasses erwähnten Bediensteten » ersetzt;

3° in Artikel 23 werden die Wörter « den in Artikel 26 vorliegenden Erlasses erwähnten Beamten und Bediensteten » durch « den in Artikel 6 des vorliegenden Erlasses erwähnten Bediensteten » ersetzt.

Art. 5. Das folgende wird für die Wallonische Regionalexekutive aufgehoben :

1° Artikel 4 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Februar 1984 zur Abänderung des Regentenerlasses vom 11. Februar 1946, der die Titel I und II der allgemeinen Arbeitsschutzordnung genehmigt;

2° Artikel 5 des Königlichen Erlasses vom 5. Februar 1977 zur Festlegung der akustischen Normen für Musik in den öffentlichen oder privaten Einrichtungen, abgeändert durch den Ministerialerlaß vom 21. März 1984;

3° Artikel 36 des Königlichen Erlasses vom 10. Juni 1976 zur Regelung der Veranstaltungen von Rennen, Trainings und Testfahrten von Kraftfahrzeugen durch Sonderbestimmungen für die Wallonische Region, eingefügt durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. Oktober 1984;

4° Artikel 2 und 3 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 über die Überwachung der Durchführung der Bestimmungen in Sachen Abfälle und giftige Abfälle;

5° Der Ministerialerlaß vom 6. November 1987 zur Benennung der Bediensteten, die zuständig sind, um Wasserproben zu entnehmen oder entnehmen zu lassen, und um die Übertretungen in Sachen Schutz der Oberflächenwasser gegen die Umweltverschmutzung zu ermitteln und festzustellen;

6° Artikel 5bis des Königlichen Erlasses vom 1. Dezember 1977 zur Benennung der Beamten und Bediensteten, die mit der Überwachung der im Gesetz vom 24. Januar 1977 erwähnten Lebensmittel und anderen Erzeugnisse beauftragt sind, eingefügt durch den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. Januar 1990;

7° Artikel 26 des Königlichen Erlasses vom 6. Januar 1978 zur Verhütung der Luftverunreinigung bei der Heizung von Gebäuden mit festem oder flüssigem Brennstoff, abgeändert durch den Ministerialerlaß vom 21. März 1984;

8° Der einzige Artikel 1° des Ministerialerlasses vom 17. Oktober 1970 zur Bezeichnung der Bediensteten des Staats und der Provinzen, die befugt sind, die in Artikel 20 und 23 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nicht schiffbaren Wasserläufe erwähnten Übertretungen durch Protokolle zu ermitteln und festzustellen;

9° Artikel 8 des Königlichen Erlasses vom 26. Juli 1971 über die Schaffung von Zonen für Sonderschutz gegen Luftverunreinigung;

10° Artikel 8 des Königlichen Erlasses vom 8. August 1975 über die Verhütung der Luftverunreinigung durch die Schwefeloxide und den durch die industriellen Verbrennungsanlagen verursachten Staub, abgeändert durch den Ministerialerlaß vom 21. März 1984.

Art. 6. Vorliegender Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 7. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Dezember 1992.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAELS

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 93 — 419

[S-C — 27060]

**23 DECEMBER 1992. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
tot aanwijzing van de ambtenaren bevoegd voor het opsporen en vaststellen
van overtredingen inzake de milieubescherming**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 5 mei 1888 betreffende het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen en op de stoommachines en -ketels, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wet van 22 december 1989;

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1987;

Gelet op de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen, inzonderheid op artikel 22;

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, inzonderheid op artikel 9, § 1;

Gelet op de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval, inzonderheid op artikel 21;

Gelet op de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere produkten, inzonderheid op artikel 11, § 1;

Gelet op het decreet van 9 mei 1985 met betrekking tot de ontsluiting van steenberggen, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het decreet van 5 juli 1985 met betrekking tot de afvalstoffen, inzonderheid op artikel 44, eerste lid, gewijzigd bij het decreet van 9 april 1987, gedeeltelijk nietig verklaard bij het arrest van het Arbitragehof nr 15/90 van 5 april 1990, en gewijzigd bij de decreten van 4 juli 1991 en 25 juli 1991;

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling, inzonderheid op de artikelen 66 en 69;

Gelet op het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen, inzonderheid op artikel 58;

Gelet op het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven, inzonderheid op artikel 19;

Gelet op het decreet van 30 april 1990 over de bescherming en de exploitatie van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof, inzonderheid op de artikelen 6, 9 en 23;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 betreffende het toezicht op de uitvoering van de bepalingen inzake afval en giftige afval, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het ministerieel besluit van 17 oktober 1970 houdende aanwijzing van de ambtenaren van het Rijk en van de provinciën, die het recht hebben de bij artikelen 20 en 23 van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen bedoelde overtredingen op te sporen en bij middel van processen-verbaal vast te stellen;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 januari 1991 houdende regeling van de werking van de Waalse Gewestexecutieve;

Gelet op het advies van de Commissie Wateren, gegeven op 20 oktober 1992;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Onverminderd de bevoegdheden van de officieren van gerechtelijke politie zijn de voor de controle aangewezen ambtenaren en personeelsleden van de « Division des Pollutions industrielles » (Afdeling Industriële Vervuilingen) van de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » (Algemeen Bestuur Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu) belast met het opsporen en vaststellen van de overtredingen van de bepalingen opgenomen in :

1° de wet van 5 mei 1888 betreffende het toezicht op de gevaarlijke, ongezonde of hinderlijke inrichtingen en op de stoommachines en -ketels;

2° de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging;

3° de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen;

4° de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen de verontreiniging;

5° de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder;

6° de wet van 22 juli 1974 op de giftige afval;

7° het decreet van 5 juli 1985 met betrekking tot de afvalstoffen;

8° het decreet van 9 mei 1985 met betrekking tot de ontsluiting van steenberggen;

9° het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen vervuiling;

10° het decreet van 7 juli 1988 op de mijnen;

11° het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven;

12° het decreet van 30 april 1990 over de bescherming en de exploitatie van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt;

13° de uitvoeringsbesluiten van de in 1° tot 12° bedoelde wetten en decreten voor zover de geregelde materies tot de bevoegdheden van het Gewest behoren;

14° het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 20 juli 1989 betreffende de kwaliteit van het leidingwater.

De beambten van en aangestelden bij het Bosbeheer worden belast met de opsporing en de vaststelling van de overtredingen van de in het eerste lid, 3°, 4° en 9° bedoelde bepalingen.

Op voorstel van de Minister van Leefmilieu kan de Executieve andere ambtenaren en personeelsleden van de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » aanwijzen dan die bedoeld in de eerste en tweede leden ten einde de overtredingen van sommige in het eerste lid bedoelde bepalingen op te sporen en vast te stellen.

De met toepassing van de eerste tot derde leden aangewezen beambten worden aangeduid met de benaming « police de l'environnement » (milieutoezicht).

Art. 2. De personeelsleden van de diensten « Taxes et Redevances en matière d'eau et de déchets » (Belastingen en Heffingen inzake water en afval) beschikken over dezelfde bevoegdheden als die toevertrouwd aan de in artikel 1, § 1, bedoelde personeelsleden, voor zover ze vereist zijn voor de strikte uitoefening van hun opdracht in het kader van het decreet van 30 april 1990 over de bescherming en de exploitatie van water dat tot drinkbaar water kan worden verwerkt, van het decreet van 30 april 1990 tot instelling van een belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater en van het decreet van 25 juli 1991 met betrekking tot de belasting op de afvalstoffen in het Waalse Gewest.

Art. 3. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 betreffende het toezicht op de uitvoering van de bepalingen inzake afval en giftige afval wordt gewijzigd als volgt :

1° in artikel 9, 3°, worden de woorden « de wegens artikel 2 van dit besluit aangewezen beambten » vervangen door « de officieren van gerechtelijke politie evenals de ambtenaren en personeelsleden van de « Division des Pollutions industrielles » van de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » alsmede de krachtens artikel 1, derde lid, van het besluit van 23 december 1992 tot aanwijzing van de ambtenaren bevoegd voor het opsporen en vaststellen van overtredingen inzake de milieubescherming door de Executieve aangewezen ambtenaren en personeelsleden »;

2° in artikel 11, eerste lid, worden de woorden « krachtens artikel 2 aangewezen » vervangen door « in artikel 9, 3°, bedoelde ».

Art. 4. Het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof wordt gewijzigd als volgt :

1° in artikel 6 worden de woorden « van de in artikel 23 van dit besluit bedoelde ambtenaren » vervangen door « van alle officieren van gerechtelijke politie evenals de ambtenaren en personeelsleden van de « Division des Pollutions industrielles » van de « Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement » alsmede van de krachtens artikel 1, derde lid, van het besluit van 23 december 1992 tot aanwijzing van de ambtenaren bevoegd voor het opsporen en vaststellen van overtredingen inzake de milieubescherming door de Executieve aangewezen ambtenaren en personeelsleden »;

2° in artikel 9, § 1, worden de woorden « aan de in artikel 26 van dit besluit bedoelde ambtenaren » vervangen door « aan de in artikel 6 van dit besluit bedoelde personeelsleden »;

3° in artikel 23 worden de woorden « aan de in artikel 26 van dit besluit bedoelde ambtenaren » vervangen door « aan de in artikel 6 van dit besluit bedoelde personeelsleden ».

Art. 5. Worden voor het Waalse Gewest opgeheven :

1° artikel 4 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 februari 1984 tot wijziging van het besluit van de Regent van 11 februari 1946 houdende goedkeuring van de titels I en II van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming;

2° artikel 5 van het koninklijk besluit van 24 februari 1977 houdende vaststelling van de geluidsnormen voor muziek in openbare en private instellingen, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 21 maart 1984;

3° artikel 36 van het koninklijk besluit van 10 juni 1976 houdende maatregelen tot inrichting van wedstrijden, test- en oefenritten met motorvoertuigen, erbij gevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 19 oktober 1984;

4° de artikelen 2 en 3, eerste lid, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 betreffende het toezicht op de uitvoering van de bepalingen inzake afval en giftige afval;

5° het ministerieel besluit van 6 november 1987 tot aanwijzing van de ambtenaren bevoegd voor het nemen of doen nemen van watermonsters en voor het opsporen en vaststellen van overtredingen van het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen de vervuiling;

6° artikel 5bis van het koninklijk besluit van 1 december 1977 houdende aanwijzing van de ambtenaren en beambten die met het toezicht op de levensmiddelen en andere producten bedoeld in de wet van 24 januari 1977 worden belast, erbij gevoegd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 11 januari 1990;

7° artikel 26 van het koninklijk besluit van 6 januari 1978 tot voorkoming van luchtverontreiniging bij het verwarmen van gebouwen met vaste of vloeibare brandstof, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 21 maart 1984;

8° het enige artikel, 1°, van het ministerieel besluit van 17 oktober 1970 houdende aanwijzing van de ambtenaren van het Rijk en van de provinciën, die het recht hebben de bij artikelen 20 en 23 van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen bedoelde overtredingen op te sporen en bij middel van processen-verbaal vast te stellen;

9° artikel 8 van het koninklijk besluit van 26 juli 1971 tot oprichting van zones voor speciale bescherming tegen luchtverontreiniging, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 21 maart 1984;

10° artikel 23 van het koninklijk besluit van 8 augustus 1975 betreffende het voorkomen van de luchtverontreiniging door zwaveloxyden en stofdeeltjes, afkomstig van de industriële verbrandingsinstallaties, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 21 maart 1984.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. De Minister tot wiens bevoegdheden Leefmilieu behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 december 1992.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAELS

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN